



Extrait du UNSA Fonction publique

<http://www.unsa-fp.org/?Grande-conference-sociale>

Grande conférence sociale

- Dossiers -



Date de mise en ligne : mercredi 11 juillet 2012

Date de parution : 11 juillet 2012

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

L'UNSA Fonction Publique a participé à la table ronde, dédiée à la modernisation de l'action publique, qui s'est déroulée les lundi 9 et mardi 10 juillet 2012 sous la présidence de Mme Marylise LEBRANCHU, Ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction Publique, dans le cadre de la grande Conférence sociale.

Cette table ronde regroupait, outre la Ministre et son Cabinet, M. Bernard PECHEUR, ancien DGAFP et facilitateur des débats, les dix organisations syndicales présentes au sein du Conseil commun de la Fonction publique, et les représentants des employeurs territoriaux (ARF, ADF, AMF) et les employeurs hospitaliers (FHF).

Ces deux demi journées de travail intensif se sont déroulées dans un climat respectueux et constructif.

Tout au long de cette réunion, M. PECHEUR, a rappelé les grands principes et les valeurs qui ont été à la base de la construction des services publics à la française, et des règles qui ont servi de fondement à la mise en place d'un statut général des fonctionnaires après la guerre, statut général largement modifié en 1982-1983 et 1984, pour créer la Fonction publique, avec trois versants Etat, Territorial et Hospitalier que nous connaissons aujourd'hui.

Ces séances de travail ont surtout été l'occasion pour les représentants de l'UNSA de rappeler fortement au gouvernement notre vision des services publics, de la Fonction publique, et l'ensemble de nos revendications.

La première demi journée a essentiellement été consacrée aux missions de service public, à leur périmètre et à la nécessaire modernisation de la Fonction publique, aux perspectives de l'acte 3 de la décentralisation ainsi qu'au dialogue social (*voir en documentation liée déclaration UNSA Fonction publique du 1er jour*).

La deuxième demi journée a, quant à elle, été consacrée à la préparation classique de l'agenda social.

L'ensemble des revendications portant sur le pouvoir d'achat, les grilles indiciaires, la priorité donnée à la catégorie C, les Ressources humaines, l'Hygiène et la sécurité, les contractuels, l'action sociale.... a été développée (*voir en documentation liée déclaration UNSA du 2ème jour qui a été très largement complétée et amendée en séance*).

A l'issue des débats, Mme LEBRANCHU a résumé nos demandes, nos priorités et a arrêté une proposition d'agenda social.

Celui-ci a été confirmé par M. AYRAULT, Premier ministre, dans son discours de l'après midi et qui a effectué la synthèse des problématiques évoquées et a déterminé les chantiers prioritaires, la méthode et le calendrier.

Cette synthèse est reprise dans la feuille de route sociale (*pages 26-27-28 du document joint en documentation liée*) pour la partie Fonction publique) qui nous a été transmise par le Cabinet de la Ministre.

Pour l'UNSA Fonction Publique, il y a lieu de souligner le caractère franc et ouvert du débat et surtout la volonté de mettre en place, dans la Fonction publique, un véritable agenda social réellement partagé, constructif et reprenant les demandes et priorités des organisations syndicales.

Cependant, au regard de la nature de cette rencontre exceptionnelle, aucune annonce, ni réponse n'est intervenue sur le fond (mis à part l'abrogation du décret sur la réorientation professionnelle que nous avons demandée).

Pour l'UNSA Fonction Publique, cette réunion est satisfaisante en ce qu'elle constitue un véritable renouveau du dialogue social, et que ces réunions ont permis à Mme LEBRANCHU de réaffirmer l'importance que revêtent, pour le gouvernement, les services publics qui sont une richesse pour la France.

Au-delà, elle a rendu hommage au dévouement et à la qualité du travail des agents publics qui servent l'intérêt général et a indiqué que le respect et la confiance devaient être rétablis dans les relations existantes entre le gouvernement et les organisations syndicales.

Bien sûr, il est frustrant de n'avoir pu disposer d'aucune annonce ni perspective sur les dossiers de fond et ceci rend d'autant plus important les négociations et discussions qui doivent s'engager dès la rentrée prochaine sur les grands dossiers de la Fonction publique.

Le cadre est désormais fixé, et grâce à des groupes de travail et réunions d'instances qui reprendront dès septembre, l'UNSA Fonction Publique sera force de propositions pour permettre d'améliorer toujours et encore les conditions de travail et de rémunérations de l'ensemble des agents publics.